



«L'Azawad, nouveau borbier aux portes de l'Algérie»

Entretien avec Gilles Munier, réalisé par Fayçal Oukaci

Par [Gilles Munier](#) et [Fayçal Oukaci](#)

Mondialisation.ca, 17 avril 2012

[Le Courrier d'Algérie](#) 17 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Quelle politique concrète, l'Algérie peut-elle prendre avec la coalition islamo-targuie, après les derniers développements au Mali, avec notamment l'enlèvement de sept diplomates, dont le consul. Une opération militaire était-elle envisageable?

L'enlèvement des diplomates était inacceptable. Une opération militaire a certainement été envisagée, pour le principe, mais elle était loin d'être gagnée d'avance. Elle aurait, d'ailleurs, été préjudiciable au rôle modérateur que l'Algérie semble jouer en coulisse.

Si la poussée d'Al-Qaïda au Maghreb suit une trajectoire prévisible, que dire de Iyad Ag Ghali, un touareg de Kidal, qui a travaillé en Algérie, dans l'administration, et qui, devenu chef d'une rébellion, était signataire des «Accords d'Alger» de 2006, avant de se voir envoyer par Bamako en tant que consul du Mali à Riyad, en Arabie saoudite. Peut-on voir, là, une tentative de mainmise de l'islamowahabisme pétrolier saoudien-qatari, aussi, sur la région ?

La mainmise de l'Arabie saoudite, je ne pense pas. Le cheikh Iyad Ag Ghali a été expulsé d'Arabie, en 2010, en raison des relations qu'il entretenait avec des partisans d'Oussama Ben Laden. Mais la main du Qatar, très certainement, comme partout où il y a des promesses de pétrole et surtout de gaz.

L'émir Hamad Ben Khalifa at-Thani, soutenu par la France, voudrait jouer un rôle prédominant au sein du Forum des pays exportateurs de gaz (Fpeg), créé à l'image de l'Opep, qui a tenu son premier Sommet, en novembre dernier, à Doha. La réalisation des rêves démesurés de l'émir passe par la mise en orbite politique d'islamistes qui se prêtent à son jeu dans les pays arabes et sahéliens.

Juppé affirmait, il y a quelques jours, que l'Algérie a un rôle majeur à jouer dans le conflit malien, au vu de son rôle traditionnel de «négociateur» et de «facilitateur» dans les conflits qui se sont déroulés au Mali depuis 1991. N'y a-t-il pas, là, une tentative de pousser Alger dans un borbier, d'où il lui sera difficile de s'extirper ?

L'Algérie n'est pas à l'abri des tentatives de déstabilisation. Il faut savoir qu'en France, aux États-Unis et en Israël, des lobbies, écoutés, préconisent la partition des pays qui, comme le Mali et l'Algérie, seraient trop vastes pour être administrés par les forces politiques qui les composent. Ils verraient bien la création de régions autonomes – à l'image de celle du Kurdistan en Irak – ou de micro-États. C'est ce qui se passe en Libye avec la déclaration

d'autonomie de la région pétrolière de Barqa (Cyrénaïque), demain, sans doute, celle du Fezzan, et avec l'apparition de villes-États, comme Misrata. C'est aussi ce qui s'est passé au Soudan, amputé de sa partie sud, riche en pétrole, et peut-être un jour du Darfour.

Le «principe fondamental de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation », rappelé régulièrement par Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, est à géométrie variable. Il ne s'applique qu'aux pays qui n'intéressent pas, économiquement ou géostratégiquement, les Occidentaux. Les revendications des minorités ethniques opprimées et méprisées, comme c'était le cas des Touareg au Mali, ne sont entendues que lorsque leur sous-sol renferme des richesses, dont l'exploitation est devenue rentable.

Entraîner l'Algérie, dans un bourbier pour la déstabiliser, est une hypothèse qu'il ne faut pas négliger, pas plus qu'il ne faut prendre à la légère le projet de fédération amazigh, regroupant l'Azawad, les régions berbères du djebel Nefoussa, et de Zouara qui deviendrait son terminal pétrolier et gazier.

Le conflit au Mali, les prodromes de la guerre civile en Libye, la circulation d'armes lourdes dans la région saharo-sahélienne, ce ne sont pas, là, les legs de Kadhafi et qui sonnent comme une bombe à retardement ? Kadhafi vivant, les événements n'auraient-ils pas suivi une autre trajectoire, plus calme, moins belliqueuse, grâce aux sommes d'argent qu'il injectait pour les uns comme pour les autres ?

Les armes de Kadhafi... et, n'oublions pas celles livrées par la France et le Qatar à ses opposants. La France et l'Otan voyaient d'un mauvais oeil la politique africaine du colonel Kadhafi. C'est une des causes de son renversement. Bien sûr, lui vivant, les événements auraient suivi une autre trajectoire. Il avait, aussi, promis aux Touareg maliens la création d'un État, mais à l'image de la Jamahiriya, et cela Sarkozy et ses amis n'en voulaient pas.

Les États-Unis et la France ne semblent pas étrangers à la détérioration de la situation au Sahel. ATT, avant sa chute, accusait Paris de soutenir la rébellion, le Mnlà reçu en catimini à l'Élysée, alors que Washington a bel et bien dispensé des entraînements militaires au chef des putschistes aux États-Unis même, dans le cadre de la lutte antiterroriste. Y a-t-il un dessous de cartes que nous ne connaissons pas ?

Le bassin saharien de Taoudeni - du nom d'un petit village malien - qui s'étend de la Mauritanie au Nord du Mali et sur une partie du Sud algérien est le nouveau champ de bataille des pétroliers et des chercheurs d'uranium occidentaux, pour le plus grand malheur des Touareg et des Maliens. Voilà pour le dessous des cartes.

En janvier dernier, dans son rôle de factotum des États-Unis et de Nicolas Sarkozy, l'émir at-Thani a carrément menacé le président mauritanien, Ould Abdel Aziz, d'utiliser El-Jazeera pour le renverser, s'il ne portait pas au pouvoir un parti islamique à la solde du Qatar. Congédié, humilié, l'émir finance depuis un simulacre de «Printemps arabes» à Nouakchott.

Dernièrement, il est entré dans le groupe pétrolier Total - un des principaux intervenants au Nord-Mali - en acquérant 2% de son capital pour plus de deux milliards d'euros. L'avenir du cabinet d'avocats du président français, s'il n'est pas réélu le mois prochain, est assuré...

<http://www.lecourrier-dalgerie.com/avril/n2464.pdf>

<http://www.lecourrier-dalgerie.com/papiers/actualite.html#haut>

Articles Par : [Gilles Munier](#) et
[Fayçal Oukaci](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca